

Communauté urbaine

L'opposition monte au créneau

Les conseillers municipaux d'opposition des diverses communes du Grand Toulouse font bloc pour dénoncer le mode de représentativité de la future communauté urbaine.



Les élus minoritaires des communes du Grand Toulouse

Ils sont pour l'instant 58 élus signataires d'une lettre adressée à Pierre Cohen, de Blagnac à Colomiers en passant par Cugnaux, Mondonville ou Cornebarrieu. Ils sont tous élus d'opposition dans leur commune et de sensibilités diverses, des sans étiquette à l'UMP en passant par le MoDem, le centre-gauche ou les Verts. Mais tous ont la même revendication : être représentés dans la future communauté urbaine (CU) qui prendra la place de l'actuel Grand Toulouse en janvier prochain. «*Nous sommes favorables au passage en communauté urbaine, démarche logique et attendue. Mais nous sommes inquiets concernant la représentativité des élus minoritaires de l'agglomération. Ce sont les mêmes qui prônent au quotidien la diversité politique et la démocratie participative et qui ne les respectent pas*», explique Vincent Novès, conseiller municipal à Balma.

Concrètement, la nouvelle communauté urbaine comptera 97 délégués dont 48 Toulousains avec 12 conseillers issus de la minorité municipale. Les autres communes disposeront d'un nombre arrêté de représentants proportionnellement à sa population,

ce qui exclut la participation de toute opposition. «*C'est inadmissible !*», scande Gérard Campistron, élu à Mondonville. «*Les nouvelles compétences de la communauté urbaine concernent tous les administrés, même ceux qui n'ont pas voté pour la majorité.*» «*On nous claque la porte au nez au moment où le consensus politique est indispensable !*», renchérit le Blagnacais Sacha Briand.

La fin des prérogatives du maire ?

Autre inquiétude de ces élus minoritaires : la perte de pouvoir des maires. «*Le transfert de nombreuses compétences fait que les principales décisions seront prises au sein de la communauté urbaine*», explique Michel Aujoulat de Cugnaux. «*Par exemple, le sort de la base militaire de Franczal ne sera pas scellé par les élus locaux mais par l'agglomération !*» D'autre part, les élus s'interrogent sur l'avenir de la CU : «*Il n'y a aucun grand projet affiché. Quid du développement et des ambitions politiques ? Quid d'Aerospace Campus et de la 2^{ème} tranche du Cancéropôle ? Nous serons vigi-*

lants à tout cela et en particulier à la fiscalité», déclare Vincent Novès.

Afin d'obtenir des réponses à leurs revendications, les élus minoritaires de l'agglo adresseront dans les prochains jours une lettre à Pierre Cohen : «*On va lui demander de rajouter un siège pour chaque commune qui dispose d'assez d'habitants, réservé à l'opposition, comme cela se fait dans les autres communautés urbaines françaises*», explique Sacha Briand. «*Nous allons également lui proposer de prendre en compte pour ses calculs le prochain recensement de population de décembre.*» Le nombre de sièges supplémentaires demandés est donc porté à 19 et si ce groupement d'élus prétend avoir le soutien des conseillers municipaux toulousains, il risque tout de même d'y avoir conflit d'intérêts dans les prochaines semaines. En effet, les élus d'opposition de la Ville rose ont récemment fait part en Conseil Municipal de leur souhait de voir leur nombre de représentants à la communauté urbaine réévalué. Pierre Cohen acceptera-t-il de sortir sa calculette ?

Sophie Orus